

5. *Lance un appel* aux gouvernements d'Amérique centrale pour qu'ils facilitent et encouragent l'adoption et la pleine application des lois sur la protection et la promotion sociale des femmes;

6. *Lance également un appel* aux gouvernements d'Amérique centrale pour qu'ils favorisent la participation des femmes au développement de sociétés fondées sur les principes de l'égalité, de la paix, de l'autodétermination et de la justice sociale;

7. *Recommande* au Secrétaire général de renforcer le Plan spécial de coopération économique pour l'Amérique centrale par des activités concrètes visant à appuyer la promotion des femmes d'Amérique centrale;

8. *Prie instamment* la communauté internationale de tenir compte des besoins et intérêts particuliers des femmes d'Amérique centrale dans les programmes de coopération technique, économique et financière avec la région;

9. *Prie instamment* les organisations de femmes, nationales et internationales, gouvernementales et non gouvernementales, de participer de manière active au processus de démocratisation, de paix et de développement en Amérique centrale.

13^e séance plénière
24 mai 1990

1990/8. Communications relatives à la condition de la femme

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 76 (V) du 5 août 1947 et 304 I (XI) des 14 et 17 juillet 1950, qui demeurent les textes de base habilitant la Commission de la condition de la femme à recevoir, à chacune de ses sessions ordinaires, une liste de communications confidentielles et non confidentielles relatives à la condition de la femme,

Tenant compte de sa résolution 1983/27 du 26 mai 1983, dans laquelle il a réaffirmé que la Commission était habilitée à examiner des communications confidentielles et non confidentielles relatives à la condition de la femme et l'a autorisée à désigner un groupe de travail chargé d'examiner les communications et d'établir un rapport à leur sujet pour la Commission,

Rappelant sa résolution 1986/29 du 23 mai 1986, où il a prié la Commission de continuer à examiner les communications concernant la condition de la femme et de lui faire, si nécessaire, des recommandations à leur sujet,

Réaffirmant que la discrimination à l'égard des femmes est incompatible avec la dignité humaine et que les femmes et les hommes devraient participer sur un pied d'égalité, quelle que soit leur race ou leur confession, aux activités sociales, économiques et politiques de leur pays,

Constatant que le mandat donné à la Commission d'examiner les communications relatives à la condition de la femme est fondamental pour qu'elle remplisse son rôle central dans le suivi de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme² et la formulation de recommandations favorisant cette application et qu'il lui permet de mieux remplir d'autres fonctions prévues dans son mandat

concernant l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes,

Prie le Secrétaire général d'étudier, en consultant les gouvernements, les mécanismes existants concernant les communications relatives à la condition de la femme, afin que ces communications puissent être examinées de manière efficace et coordonnée, compte tenu du rôle qu'elles jouent dans les travaux de la Commission de la condition de la femme relatifs à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, et de faire rapport à ce sujet à la Commission lors de sa trente-cinquième session.

13^e séance plénière
24 mai 1990

1990/9. Deuxième rapport sur l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme

Le Conseil économique et social,

Ayant présente à l'esprit sa résolution 1988/22 du 26 mai 1988 par laquelle elle a créé un système complet de présentation de rapports pour l'examen et l'évaluation quinquennaux de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme,

Prenant acte du premier rapport du Secrétaire général¹³ sur les progrès réalisés, aux échelons national, régional et international, dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme,

Tenant compte des obstacles rencontrés lors de l'établissement de ce rapport, en particulier l'insuffisance des réponses au questionnaire sur les progrès réalisés à l'échelon national,

Soucieux de disposer d'informations ventilées sur la condition de la femme, en particulier dans les pays en développement,

Conscient du fait que les statistiques par sexe établies par le Bureau de statistique du Secrétariat, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et les organes correspondants au sein du système des Nations Unies devraient faciliter des recherches plus sérieuses à tous les niveaux dans les années à venir,

Préoccupé de constater que les ressources financières destinées aux activités touchant la promotion de la femme dans le système des Nations Unies n'ont pas augmenté,

Ayant présentes à l'esprit les recommandations et conclusions découlant des premiers examen et évaluation de la mise en œuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi¹⁴,

1. *Prie* le Secrétaire général d'établir le deuxième rapport sur les progrès réalisés dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme sur la base des rapports des pays et des analyses statistiques du système des Nations Unies et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales pertinentes;

¹³ E/CN.6/1990/5.

¹⁴ Voir résolution 1990/15, annexe.